



RAPPORT ANNUEL

2023 | 2024



Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue | Collège Ahuntsic | Collège d'Alma | Cégep André-Laurendeau | Cégep de Baie-Comeau | Cégep Beauce-Appalaches | Collège de Bois-de-Boulogne | Champlain Regional College | Cégep de Chicoutimi | Collège Dawson | Cégep de Drummondville | Cégep Édouard-Montpetit | Cégep Garneau | Cégep de la Gaspésie et des Îles | Cégep Gérald-Godin | Cégep de Granby | Cégep Heritage College | Cégep John Abbott College | Cégep de Jonquière | Cégep de Lanaudière | Cégep de La Pocatière | Cégep de Lévis | Cégep Limoilou | Collège Lionel-Groulx | Collège de Maisonneuve | Cégep Marie-Victorin | Cégep de Matane | Collège Montmorency | Cégep de l'Outaouais | Cégep de Rimouski | Cégep de Rivière-du-Loup | Cégep de Rosemont | Cégep de Saint-Félicien | Cégep de Sainte-Foy | Cégep de Saint-Hyacinthe | Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu | Cégep de Saint-Jérôme | Cégep de Saint-Laurent | Cégep de Sept-Îles | Cégep de Shawinigan | Cégep de Sherbrooke | Cégep de Sorel-Tracy | Cégep de Thetford | Cégep de Trois-Rivières | Cégep de Valleyfield | Cégep Vanier College | Cégep de Victoriaville | Cégep du Vieux Montréal

48

CÉGEPS





Table des matières

MOT DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE	4
MISSION, VISION, VALEURS	6
INSTANCES	7
ORIENTATION STRATÉGIQUE 1	9
ORIENTATION STRATÉGIQUE 2	16
ORIENTATION STRATÉGIQUE 3	20
COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE	23
LA FÉDÉRATION DES CÉGEPS	28
ÉTATS FINANCIERS	32

MOT DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

DE NOUVELLES PERSPECTIVES POUR L'AVENIR

Depuis juillet 2024, j'ai l'immense privilège d'occuper les fonctions de présidente-directrice générale de la Fédération des cégeps, succédant ainsi à Bernard Tremblay. Je tiens à souligner sa contribution inestimable, son leadership et son dévouement exemplaire au service du réseau collégial public. C'est avec beaucoup de respect pour ce cheminement que je prends le relais, déterminée à poursuivre le travail accompli en plaçant la concertation et l'engagement auprès des cégeps au cœur de mes actions.

Mon parcours professionnel, d'abord dans le secteur de la santé, puis en tant que députée et ministre, m'a enseigné que le succès repose d'abord et avant tout sur la collaboration et le respect mutuel entre les parties prenantes. Il m'a aussi convaincue que la communication, lorsqu'elle est bien orchestrée, permet de sensibiliser au sujet d'enjeux complexes et de bâtir des ponts pour mener des projets communs. Cette conviction m'anime aujourd'hui, alors que je rejoins la grande famille des cégeps, une institution essentielle pour le développement humain, social et économique du Québec.

L'année 2024-2025 marque une étape charnière pour la Fédération, alors que nous lançons la mise en œuvre d'un nouveau plan stratégique. Les membres de la Fédération, son équipe et ses partenaires ont grandement contribué à l'élaboration de ce plan, qui s'articule autour d'une mission, d'une vision et de valeurs actualisées et d'enjeux déter-

minants pour notre organisation. Ce plan n'est pas qu'un simple guide, c'est un engagement à aller plus loin, ensemble, pour contribuer à la réussite des étudiantes et des étudiants et au bien commun de la société québécoise.

Les défis sont nombreux, mais je suis convaincue qu'en travaillant ensemble, et en s'appuyant sur la force du réseau, nous saurons y répondre. Durant les 18 prochains mois, je m'engage à aller à la rencontre des équipes des 48 cégeps. Ces visites sur le terrain seront l'occasion de mieux comprendre leurs réalités et d'adapter les actions de la Fédération en fonction de leurs besoins spécifiques.

Je suis honorée de travailler à soutenir un réseau qui investit dans le potentiel humain et dans l'avenir de la société, qui a le pouvoir de transformer des vies, de développer des compétences et d'ouvrir la voie vers des horizons nouveaux pour des milliers d'étudiantes et d'étudiants partout au Québec.

Ensemble, forts de notre capacité d'adaptation et de notre sens des responsabilités, nous bâtirons un futur prometteur pour nos cégeps, pour nos étudiantes et étudiants, ainsi que pour tout le Québec.

Marie Montpetit
Présidente-directrice générale



AU CŒUR DU QUÉBEC D’AUJOURD’HUI ET DE DEMAIN

Au moment d’écrire ces lignes, à l’aube de la retraite, dresser le bilan des dossiers qui ont occupé la Fédération au cours de la dernière année m’amène inévitablement à faire aussi, en quelque sorte, le bilan de près d’une décennie d’enjeux d’importance pour le réseau collégial public. Bien qu’en rétrospective cela m’apparaît positif, il reste beaucoup à faire pour permettre au réseau des cégeps, cette grande innovation sociale québécoise, de réaliser son plein potentiel.

À la lecture de ce rapport annuel, vous serez à même de constater qu’au cours de l’année 2023-2024, la Fédération des cégeps a pu faire avancer un nombre considérable de dossiers et mener des projets qui ont en commun d’appuyer les cégeps dans leur mission éducative et de favoriser la réussite de leurs étudiantes et étudiants.

Avant de passer le flambeau, permettez-moi donc, pour une dernière fois, d’en mentionner quelques-uns.

LE FINANCEMENT DU RÉSEAU COLLÉGIAL PUBLIC

Année après année, le dossier du financement du réseau collégial public continue d’être un sujet de préoccupation majeure pour la Fédération et d’occuper une place prépondérante dans les activités de plusieurs de ses instances.

On le sait, en contexte inflationniste, le financement des services publics devient un enjeu de premier ordre. Et dans une société vieillissante comme la nôtre, la défense des investissements en enseignement supérieur est un défi d’autant plus important. Les cégeps, dont environ 80 % du financement dépend directement des subventions du gouvernement, sont particulièrement vulnérables aux aléas des finances publiques. Le budget déposé en mars 2024 par le gouvernement du Québec n’a ainsi accordé au réseau collégial public qu’une bien relative hausse des crédits, celle-ci ne pouvant servir pour l’essentiel qu’à assumer les augmentations salariales négociées en cours d’année par le gouvernement ainsi qu’à couvrir une partie des coûts de système découlant de l’inflation.

S’il faut se réjouir de l’enveloppe budgétaire accordée aux cégeps pour contrer la pénurie de logements étudiants, un enjeu qui a fait couler beaucoup d’encre et que la Fédération des cégeps avait bien pris soin de documenter dans ses demandes prébudgétaires, cela reste en deçà de ce qui est requis pour couvrir l’ensemble des besoins du réseau. Les investissements gouvernementaux consacrés à l’atteinte des objectifs du ministère de l’Enseignement supérieur dans ses plans d’action pour la réussite en enseignement supérieur (PARES) et sur la santé mentale étudiante en enseignement supérieur (PASME) ont par exemple diminué, alors même que les besoins de la population étudiante ne cessent de croître.

Même son de cloche discordant du côté du financement des infrastructures, toujours loin d’être à la hauteur des demandes de la Fédération. Que ce soit pour assurer le maintien d’actifs ou une capacité d’accueil adéquate, nous avons plaidé en faveur d’un investissement visant à rattraper au moins en partie le retard actuel des cégeps en matière d’installations et d’équipements. La Fédération des cégeps partage en ce sens les constats de la vérificatrice générale du Québec exposés dans son plus récent rapport, à savoir notamment que, faute d’investissement conséquent, la qualité des infrastructures collégiales continuera de se dégrader et ne permettra pas de répondre aux besoins de la population étudiante.

De manière globale, en amont de chaque exercice budgétaire du gouvernement comme de façon ponctuelle selon les enjeux, la Fédération des cégeps n’a eu de cesse de rappeler ce message si essentiel : l’éducation et l’enseignement supérieur sont les meilleurs gages d’avenir pour le Québec et pour sa population. On ne doit jamais considérer leur financement comme une dépense contraignante, mais toujours comme un investissement fructueux. « L’éducation est la seule solution. L’éducation avant tout¹ », affirmait la jeune Malala. Je crois toujours que cette affirmation est juste et qu’elle a autant de sens au Québec en 2024 qu’au Pakistan en 2013. Le Québec a beau avoir accompli beaucoup de choses depuis la Révolution tranquille, il ne doit pas se reposer sur ses lauriers. En particulier en matière d’éducation et d’enseignement supérieur, il importe que nous demeurions vigilants et mobilisés pour que nous ne soyons pas dépassés.

LA FORMATION DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS

Par ailleurs, l’enjeu du développement, du rehaussement et de la reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre québécoise fait aussi partie des dossiers importants qui ont continué de mobiliser les efforts de la Fédération des cégeps en cours d’année. À cet égard, je dois souligner les travaux ayant mené à la présentation de notre avis intitulé *Réflexion sur les moyens à mettre en place afin de mieux soutenir la qualification et le rehaussement des compétences de la main-d’œuvre au Québec*. Basé sur des principes élaborés de concert avec le Bureau de coopération interuniversitaire et la Fédération des centres de services scolaires du Québec, cet avis, je l’espère, soutiendra la conversation stratégique entre les partenaires de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), le tout en lien avec la révision de la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre*, appelée familièrement « loi du 1 % », et son dispositif d’investissement.

Alors que les travailleuses et les travailleurs doivent pouvoir se former et se qualifier tout au long de leur cycle de vie, les cégeps proposent des solutions afin de générer au Québec une véritable culture de la formation en cours d’emploi. À cet égard, les cégeps peuvent évidemment contribuer encore plus activement à la formation continue des travailleuses et travailleurs, le tout en synergie avec leurs partenaires. En effet, non seulement les établissements d’enseignement collégial sont des acteurs clés de la formation initiale, mais ils possèdent également une expertise dans l’analyse des besoins de formation, dans la transposition de ces besoins en développement de compétences ainsi que dans la dispensation d’une offre de formation souple et adaptée à la réalité des personnes actives sur le marché du travail. Cela vise non seulement à rehausser leurs compétences, mais aussi à soutenir leur requalification.

Dans un contexte où, à l’instar de la société tout entière, le marché de l’emploi est confronté à des défis majeurs liés aux changements démographiques, climatiques et technologiques, et où plusieurs secteurs d’activité se trouvent en pénurie de main-d’œuvre qualifiée, la conjoncture est favorable pour une réflexion de fond sur la formation des travailleuses et travailleurs.

Passant de la parole aux actes, les cégeps ont d’ailleurs été très proactifs en 2023-2024, unissant entre autres leurs forces pour offrir une gamme de programmes de formation continue afin de répondre aux besoins croissants de main-d’œuvre spécialisée, aussi bien en soins infirmiers qu’en éducation à l’enfance, ou encore dans les secteurs liés à la filière batterie, par exemple.

DES ENJEUX D’IMPORTANCE POUR LE RÉSEAU DES CÉGEPS... ET POUR LE QUÉBEC

Évidemment, comme vous le verrez dans ce rapport annuel, bien d’autres dossiers et projets ont occupé les équipes de la Fédération des cégeps en 2023-2024. Je pense notamment à la négociation des conventions collectives, aux travaux pour soutenir les cégeps en matière de transformation numérique, au développement et au rayonnement de la recherche collégiale, ainsi qu’au recrutement et à l’accompagnement des étudiantes et étudiants internationaux.

Je pense aussi à l’enjeu de la nature qualifiante de certains programmes de formation technique liés aux domaines de la santé, en particulier la formation collégiale pour accéder à la profession infirmière.

Je pense enfin, bien sûr, à tout l’enjeu du développement et de la gestion de l’offre de formation collégiale. Les profondes transformations qui s’opèrent à l’heure actuelle dans la société québécoise ont des répercussions majeures sur l’éducation et le monde du travail. C’est dans ce contexte que le réseau collégial doit assurer la formation et la qualification d’un plus grand nombre de jeunes et d’adultes, tout en prenant en compte la diversification des profils et des parcours étudiants, et ce, dans toutes les régions du Québec.

Commandé par la Fédération des cégeps et diffusé au printemps dernier, le rapport *Proposition de valeur pour le réseau collégial : des axes d’intervention pour renforcer le rôle pivot des cégeps* propose des moyens pour relever cet ambitieux défi et répondre aux besoins changeants de la population étudiante. Cela devra notamment passer par un développement en continu des programmes d’études, par une plus grande flexibilité des cheminements scolaires, par une adaptation des cadres réglementaires et financiers, mais aussi, et surtout, par une reconnaissance du rôle crucial des cégeps par les acteurs gouvernementaux et socioéconomiques.

En terminant, j’aimerais dire qu’au-delà de tous ces dossiers et de tous les enjeux, et surtout au-delà des questions de chiffres et des multiples démarches entreprises, cette dernière décennie a surtout été pour moi une véritable et profonde aventure humaine. Je me sens privilégié d’avoir pu côtoyer et voir à l’œuvre, au sein des équipes de la Fédération comme plus largement dans tout le réseau collégial, autant de personnes compétentes, créatives, dévouées, et profondément engagées dans la mission éducative. Je tiens à les saluer toutes et tous pour ce qu’ils font pour l’avenir du Québec.

Je quitte donc mes fonctions en étant heureux de constater que le réseau collégial public a su développer une solidarité et une capacité de mutualiser ses efforts de manière unique et inspirante. Je sais que la Fédération des cégeps et la communauté collégiale pour laquelle elle œuvre sont entre de bonnes mains, des mains qui travaillent au quotidien pour la plus importante des missions : celle de l’éducation.

J’aimerais enfin souhaiter la bienvenue dans la grande famille collégiale à Marie Montpetit, qui me succède à la tête de la Fédération des cégeps. Je crois lui laisser des dossiers en ordre, mais nul doute qu’elle aura bien des défis à relever dans les mois et les années à venir. Je lui souhaite la meilleure des chances dans ses nouvelles fonctions. Je suis convaincu qu’elle saura y faire sa marque, tout en demeurant toujours au diapason des cégeps, de leur population étudiante et de leur région, et ce, dans l’intérêt supérieur du Québec d’aujourd’hui et de demain.

Bonne lecture.

Bernard Tremblay
Président-directeur général sortant



¹ Malala Yousafzai, discours aux Nations Unies, juillet 2013.

MISSION

La Fédération des cégeps représente les cégeps, fait leur promotion, défend leurs intérêts, soutient leur développement, suscite leur concertation et met à leur disposition des services et des conseils, afin de les appuyer dans la réalisation de leur mission éducative. En plus de diffuser de l'information auprès de ses membres, de ses partenaires et des médias, la Fédération offre aux établissements du réseau collégial public un ensemble de services et de conseils en matière de pédagogie, d'affaires étudiantes, d'affaires internationales, de formation continue et de formation aux entreprises, de financement, de recherche, de ressources humaines, d'évaluation de la scolarité, d'affaires juridiques, de ressources informationnelles et de relations du travail.

VISION

Réunis au sein d'une Fédération influente, les cégeps, à l'ère du numérique, sont des établissements d'enseignement supérieur agiles, collaboratifs et innovants. Répondant aux aspirations des étudiants, ouverts sur le monde, enracinés dans leur communauté et soucieux des besoins du marché du travail, ils jouent un rôle crucial reconnu par tous.

VALEURS

- ENGAGEMENT
- CONCERTATION
- EFFICIENCE
- INNOVATION
- OUVERTURE



INSTANCES

ASSEMBLÉE DES MEMBRES

Les orientations et les objectifs de la Fédération des cégeps sont déterminés par l'Assemblée des membres, composée des directions générales ainsi que des présidences des conseils d'administration des 48 cégeps. Elle a tenu une séance le 27 octobre 2023.

CONSEIL DES DIRECTIONS GÉNÉRALES

Le Conseil des directions générales, soit le conseil d'administration de la Fédération, voit à la mise en œuvre des priorités établies par l'assemblée des membres et exerce les pouvoirs normalement dévolus à un conseil d'administration. Les 48 directrices générales et directeurs généraux des cégeps en font partie.

4 séances ordinaires

3 séances extraordinaires

18 visioconférences « DG Info »

COMITÉ DES FINANCES ET D'AUDIT

Le Comité des finances et d'audit procède pour sa part à l'examen annuel du budget et des états financiers de la Fédération et a pour responsabilité la surveillance de ses dépenses et de ses revenus. De plus, il émet les recommandations appropriées au Conseil des directions générales. Composé de la présidence du Conseil des directions générales, de trois directions générales de cégeps, du président-directeur général, du directeur des services administratifs et du directeur général adjoint de la Fédération, ce comité s'est réuni à trois reprises en 2023-2024.

COMITÉ DIRECTEUR

Le Comité directeur exerce les pouvoirs délégués par le Conseil des directions générales et conseille les administrateurs dans la réalisation de leur mandat. Il prépare les séances du Conseil et s'assure du respect des orientations déterminées par ce dernier. Il est composé de six directions générales représentant des cégeps francophones de diverses tailles et régions, et qui sont élues par leurs pairs, d'une direction générale représentant les collèges anglophones, de la présidence et de la vice-présidence de la Fédération, de la présidente ou du président du Forum des présidences de conseil d'administration et du président-directeur général. En 2023-2024, il a tenu :

5 séances ordinaires

7 séances extraordinaires

FORUM DES PRÉSIDENTES DE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ce Forum, constitué des présidentes et présidents de conseil d'administration, favorise la concertation, le développement de l'expertise et l'échange entre les membres. Il conseille également le Conseil des directions générales sur tout sujet intéressant le réseau collégial public. Ses membres ont tenu quatre rencontres en 2023-2024.



7
commissions

2
comités
permanents

Lieu de concertation par excellence du réseau collégial public, la Fédération des cégeps regroupe également sept commissions et deux comités composés de centaines de cadres et de professionnels des collèges qui mènent des travaux d'analyse et jouent un rôle consultatif, permettant ainsi à la Fédération d'adopter des positions sur tous les sujets d'intérêt pour les cégeps.

INSTANCES

Commission des affaires
pédagogiques (CAP)

52 membres	
8	rencontres du comité exécutif
4	assemblées générales
11	visioconférences « CAP Info »

Commission des affaires
étudiantes (CAÉ)

52 membres	
7	rencontres du comité exécutif
4	assemblées générales
1	rencontre du comité exécutif élargi

Commission des affaires
de la formation continue
(CAFC)

131 membres	
15	rencontres du comité exécutif
4	assemblées générales
8	visioconférences « CAFC Info »

Commission des affaires
matérielles et financières
(CAMAF)

74 membres	
112	personnes invitées
11	rencontres du comité exécutif
10	assemblées générales (3 statutaires et 7 spéciales)

Commission des
affaires de relations
du travail et de
ressources humaines
(CARTRH)

48 membres	
10	rencontres du comité exécutif
3	assemblées générales
1	rencontre extraordinaire des membres
4	visioconférences « CARTRH Info »

Commission
des ressources
informationnelles

48 membres	
8	rencontres du comité exécutif
10	assemblées générales

Commission
de la recherche

48 membres	
8	rencontres du bureau de direction
4	assemblées générales

Comité des affaires
internationales

90 membres	
7	rencontres du comité exécutif
4	assemblées générales

Comité des
communications

183 membres	
4	rencontres du comité des communications
3	rencontres du comité des relations publiques
4	visioconférences « COM Info »



ORIENTATION
STRATÉGIQUE

1

AMPLIFIER L'IMPACT DES CÉGEPS
ET CELUI DE LA FÉDÉRATION
DANS LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

POSITIONNEMENT DU RÉSEAU COLLÉGIAL AUPRÈS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ

À titre de porte-parole des 48 établissements d'enseignement collégial public, la Fédération des cégeps a pris position sur différents enjeux de société en 2023-2024, en plus d'avoir été interpellée sur plusieurs dossiers en lien avec l'actualité. Elle contribue ainsi à positionner le réseau collégial auprès du gouvernement et des autres acteurs de la société.

RAPPORTS, MÉMOIRES ET AVIS

En cours d'année, la Fédération des cégeps a rédigé et déposé plusieurs mémoires, avis et autres documents qui ont fait l'objet de représentations vu l'importance des sujets traités pour le réseau collégial.

- [Mémoire de la Fédération des cégeps](#) présenté au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration dans le cadre de la Réforme réglementaire des programmes d'immigration économique (juillet 2023).
- [Avis de la Fédération des cégeps](#) concernant le projet de loi n° 31, *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation*, déposé à la Commission de l'aménagement du territoire (septembre 2023).
- [Mémoire de la Fédération des cégeps](#) sur les enjeux pédagogiques liés à l'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle (IA) générative en enseignement supérieur, déposé dans le cadre de la consultation lancée par le Conseil supérieur de l'éducation et la Commission de l'éthique en sciences et en technologie sur l'intelligence artificielle (octobre 2023).
- [Mémoire de la Fédération des cégeps](#) présenté au ministère de l'Enseignement supérieur (MES) et au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) dans le cadre du Chantier sur la recherche au collégial (octobre 2023).
- [Mémoire de la Fédération des cégeps](#), déposé dans le cadre de la consultation sur le renouvellement du Plan d'action jeunesse 2025-2030 (octobre 2023).
- [Mémoire de la Fédération des cégeps](#) concernant le projet de loi n° 39, *Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives*, présenté à la Commission de l'aménagement du territoire (novembre 2023).
- [Mémoire de la Fédération des cégeps](#) sur le projet de loi n° 38, *Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives*, présenté à la Commission de l'économie et du travail (novembre 2023).

- [Avis de la Fédération des cégeps](#) concernant le projet de règlement modifiant le *Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance* présenté au ministère de la Famille (décembre 2023).
- [Mémoire de la Fédération des cégeps](#) intitulé *Les cégeps : un levier incontournable pour le développement économique, social, culturel et durable du Québec*, déposé dans le cadre des consultations prébudgétaires 2024-2025 du ministère des Finances du Québec (janvier 2024).
- [Mémoire de la Fédération des cégeps](#) concernant le projet de loi n° 44, *Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche*, déposé à la Commission de l'économie et du travail (mars 2024).
- [Avis de la Fédération des cégeps](#) sur la qualification et le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre, déposé à la Commission des partenaires du marché du travail et au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (avril 2024).
- [Rapport Proposition de valeur pour le réseau collégial : des axes d'intervention pour renforcer le rôle pivot des cégeps](#) rédigé par Guy Breton et Isabelle Laurent à la demande de la Fédération des cégeps (avril 2024).
- [Avis de la Fédération des cégeps](#) concernant la répartition des financements de recherche en enseignement supérieur transmis au Comité permanent de la science et de la recherche du parlement (mai 2024).
- [Avis de la Fédération des cégeps](#) concernant le projet de Règlement facilitant la mise en œuvre du deuxième alinéa de l'article 88.0.2 de la Charte de la langue française transmis au ministre de Langue française (mai 2024).





POSITIONNEMENT DES CÉGEPS EN MATIÈRE DE RECHERCHE COLLÉGIALE

- La Fédération des cégeps a déposé un mémoire auprès du ministère de l'Enseignement supérieur (MES) et du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) dans le cadre du Chantier sur la recherche au collégial. Les Journées de consultation de ce chantier organisées par le MES et le MEIE, les 3 et 4 octobre 2023, avaient pour objectif de poursuivre et d'enrichir la réflexion sur l'optimisation des pratiques en matière de développement et de rayonnement de la recherche au collégial. À cet égard, dans son mémoire, la Fédération a soumis 33 recommandations découlant de trois grandes priorités, soit (1) la reconnaissance et le positionnement de la recherche collégiale, (2) les retombées de la recherche sur le parcours des personnes étudiantes et (3) le financement et la gouvernance des centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT), des unités de recherche et des chaires de recherche.
- Mise en œuvre d'actions prioritaires afin d'accroître le rayonnement et le positionnement de la recherche collégiale :
 - En collaboration avec cinq autres organismes qui soutiennent la recherche collégiale, soit le réseau des CCTT Synchronex, l'Association pour la recherche au collégial (ARC), l'Association des collèges privés du Québec, l'Association québécoise de pédagogie collégiale et l'Acfas, création et organisation de l'événement annuel *Rendez-vous Recherche*, dont la première édition aura lieu en novembre 2024 au Centre des congrès de Lévis.
 - Proposition et échanges avec les directions générales des collèges pour la mise en place d'une structure interne de soutien de la recherche.
 - Organisation conjointe, avec le réseau des CCTT Synchronex, d'une rencontre des directions générales des CCTT et des collèges à Québec, le 1^{er} mai 2024.
 - Présentation de deux mémoires et d'un avis en lien avec la recherche collégiale.

RÉVISION DU MODÈLE D'ALLOCATION DU FINANCEMENT DES ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

En collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur (MES), la Fédération des cégeps a poursuivi en 2023-2024 ses travaux sur la révision des poids de programmes servant à l'allocation des ressources financières pour les activités pédagogiques. Entre le 12 avril et le 30 juin 2024, une collecte de données financières a été effectuée auprès des 48 cégeps. Prévues à l'été et à l'automne 2024, l'analyse des données et la poursuite des travaux auront pour objectif de conclure ce dossier en 2024-2025, ce qui implique de convenir du nouveau modèle et des nouveaux poids pour l'ensemble des programmes d'études.

RÉALISATION D'UN PORTRAIT POUR DOCUMENTER LES ENJEUX ET LES BESOINS DU RÉSEAU COLLÉGIAL EN MATIÈRE DE LOGEMENT ÉTUDIAN

Sur la base d'un sondage mené auprès de ses membres en septembre 2023, la Fédération des cégeps a pu brosser un portrait de la situation du logement étudiant au collégial. Ce portrait a notamment servi de base aux demandes d'investissement en matière de logement étudiant collégial présentées au ministère des Finances lors des consultations prébudgétaires tenues préalablement au dépôt du budget du Québec 2024-2025. La Fédération a pu estimer qu'un investissement de 150 millions \$ de la part du gouvernement était nécessaire afin de fournir une aide directe aux étudiants et aux étudiantes dans leurs démarches locatives, de soutenir les cégeps dans la construction de résidences et dans le maintien des infrastructures existantes, et de développer divers partenariats afin de combler l'écart prévalant entre l'offre et la demande. Dans son budget de mars 2024, le gouvernement du Québec a finalement prévu d'accorder 112 M\$ pour contrer la pénurie de logements étudiants.



POSITIONNEMENT DU RÉSEAU COLLÉGIAL DANS LE CADRE DES TRAVAUX MENÉS PAR LA CPMT SUR LA LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT ET LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Dans la foulée du dépôt du rapport quinquennal 2018-2023 sur l'application de la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*, la Fédération des cégeps, le Bureau de coopération interuniversitaire et la Fédération des centres de services scolaires du Québec ont élaboré de manière concertée des [principes communs](#) visant à soutenir la conversation stratégique souhaitée entre les partenaires de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) sur la Loi et son dispositif d'investissement. Ces principes ont par ailleurs servi d'appui à l'avis Réflexion sur les moyens à mettre en place afin de mieux soutenir la qualification et le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre au Québec, déposé par la Fédération des cégeps à la CPMT et au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en avril 2024. Cet avis contient 13 propositions de la Fédération qui s'adressent aux différentes parties prenantes de la formation continue liée à l'emploi et visent à mettre en avant de nouvelles initiatives dans le cadre de ce vaste chantier.

RECENSION ET DIFFUSION DES DONNÉES RELATIVES À L'IMPACT DE L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT SUR LA RÉUSSITE

En cours d'année, la Commission des affaires étudiantes a organisé un webinaire présentant les résultats d'une étude sur l'impact de l'engagement sur la réussite réalisée au Collège de Bois-de-Boulogne. Ces résultats ont par la suite été diffusés dans le réseau. Un sondage a également été mené auprès des directions des affaires étudiantes des collèges afin de recenser les données de réussite des étudiants engagés et de sonder la disponibilité et la volonté des membres pour participer à une analyse de ces données en 2024-2025.

Suivi de l'évolution du financement de la formation continue

- Mise en place d'un mécanisme d'échanges entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), le ministère de l'Enseignement supérieur (MES) et le réseau collégial public sur les orientations et les enjeux en matière de soutien accordé par le MESS à la formation continue, soit le rehaussement des compétences et la requalification des personnes sans emploi ainsi que des travailleurs et travailleuses.
- Recension régulière de l'utilisation des enveloppes de financement des attestations d'études collégiales (AEC) à la suite de la modification du modèle de financement pour les AEC reconnues comme priorités nationales.

Gestion des investissements en infrastructures

- Suivi des projets liés aux infrastructures des cégeps : projet GIES visant le déploiement d'un outil de gestion des bâtiments et démarrage du prochain cycle d'audits immobiliers.
- Documentation sur l'utilisation des allocations d'investissement du réseau.

Attraction et fidélisation de talents au sein du réseau collégial : rayonnement de la marque employeur

- Recensement des défis d'attraction et de fidélisation auprès des directions des ressources humaines des collèges.
- Accompagnement par une firme spécialisée en marketing de ressources humaines pour la création d'un concept moteur afin de valoriser les emplois de toutes les catégories de personnel du réseau collégial.
- Présentation au Conseil des directions générales du concept retenu et dépôt d'une proposition de scénarios de structure financière potentielle pour déployer une campagne de valorisation des emplois.

Arrimage de promotion, d'accueil et d'intégration dans les programmes AEC destinées à la clientèle internationale

- En septembre 2023, atelier organisé conjointement par le Comité des affaires internationale et la Commission des affaires de la formation continue sur les défis en matière de promotion internationale et d'accueil de clientèles internationales dans les programmes d'attestation d'études collégiales (AEC). Objectifs : établir les défis rencontrés par les cégeps en matière de promotion des programmes d'AEC et d'accueil des étudiantes et étudiants internationaux et réfléchir à des pistes de solutions concrètes, collectives et novatrices.
- Formation en immigration sur les particularités des programmes de la formation continue dans le cadre du Forum des responsables internationaux.

Rehaussement de la notoriété de la recherche collégiale

La commission de la recherche a conduit plusieurs échanges et ateliers afin de cibler les causes du manque de visibilité de la recherche collégiale et d'identifier des besoins et des stratégies pour le déploiement d'actions et de communications futures. L'analyse de ces travaux devrait permettre, à l'automne 2024, de produire un plan d'action fédératif en matière de recherche au collégial.

Congrès de la Fédération des cégeps

Organisation du 14^e congrès de la Fédération des cégeps sur le thème *Nourrir l'envie des études supérieures*, au Centre des congrès de Lévis, les 1^{er} et 2 novembre 2023. Au total, près de 300 membres des équipes de direction et d'autres catégories de personnel des cégeps, des étudiantes et étudiants, des personnalités de marque ainsi que des partenaires socioéconomiques du réseau collégial se sont réunis pour discuter et débattre des pistes à explorer pour arrimer l'enseignement collégial aux besoins actuels et futurs de la population étudiante du Québec en vue de favoriser un accès plus large aux études supérieures.

Les 100 ans de Guy Rocher

En collaboration avec l'Université du Québec, organisation du colloque *Les 100 ans de Guy Rocher, héritage et vision de l'enseignement supérieur* le 18 avril 2024. Cet événement, également diffusé en direct sur le Web, fut l'occasion pour environ 150 membres des deux réseaux, ainsi que pour plusieurs partenaires et dignitaires, de célébrer le centième anniversaire de naissance de Guy Rocher en présence de ce dernier, et de souligner les contributions majeures de ce grand bâtisseur de la société québécoise moderne et de son système d'éducation.

Campagne *Le cégep, ça ouvre des portes*

Sur le thème *Le cégep, ça ouvre des portes*, une nouvelle offensive publicitaire de la campagne de positionnement du réseau collégial public a été déployée en 2023-2024 pour mettre en lumière l'ensemble de l'offre de formation des cégeps et ses bénéfices pour la population québécoise. Cette campagne a aussi été l'occasion de lancer le site Web lecegep.ca, une nouvelle plateforme qui rassemble pour la première fois et en un seul endroit de l'information sur l'ensemble des programmes de formation offerts par les 48 cégeps partout au Québec.

AUTRES RÉALISATIONS

- Dans le cadre du renouvellement de l'image de marque du réseau des cégeps à l'international, un important travail a été réalisé en collaboration avec une firme externe et un comité consultatif de cégeps. Deux logos ont ainsi été développés pour mieux communiquer hors Québec.
- Élaboration d'une nouvelle entente de services pour les questionnaires du Sondage sur la population étudiante au collégial (SPEC), qui contient des modalités bonifiées en lien avec le plan de la gouvernance des données.
- Lancement d'une nouvelle plateforme de collecte de données pour le Sondage sur la population étudiante au collégial (SPEC) visant notamment à faciliter la valorisation des données locales par les cégeps.
- Développement d'un nouveau questionnaire du Sondage sur la population étudiante au collégial (SPEC) visant à en apprendre davantage sur la population étudiante inscrite à la formation continue.
- Début des travaux portant sur la mise en service d'un entrepôt de données visant à faciliter leur collecte et leur traitement, ainsi qu'à répondre aux meilleures normes de sécurité et de conformité.
- Poursuite des travaux avec le ministère de l'Enseignement supérieur afin de mieux identifier les modalités d'accès et de partage de données à des fins de statistiques.
- Présentation d'une [série de webinaires](#) sur la valorisation des données dans un contexte de réussite éducative en collaboration avec les équipes d'animation des communautés de pratiques et des CCTT du réseau collégial. Plus de 2 500 personnes se sont inscrites à la douzaine de webinaires présentés.
- Consultation réseau sur les besoins des cégeps en matière d'exploitation des données et de mise en œuvre de l'IA, notamment au service de la réussite. Élaboration du document *Orientations et axes d'intervention en matière d'intelligence numérique* pour le Conseil des directions générales.
- Amorce d'une réflexion sur la formation générale ayant mené à la rédaction d'un historique de la formation générale et à la réalisation d'un atelier afin de dégager une vision commune au sujet de la formation générale.



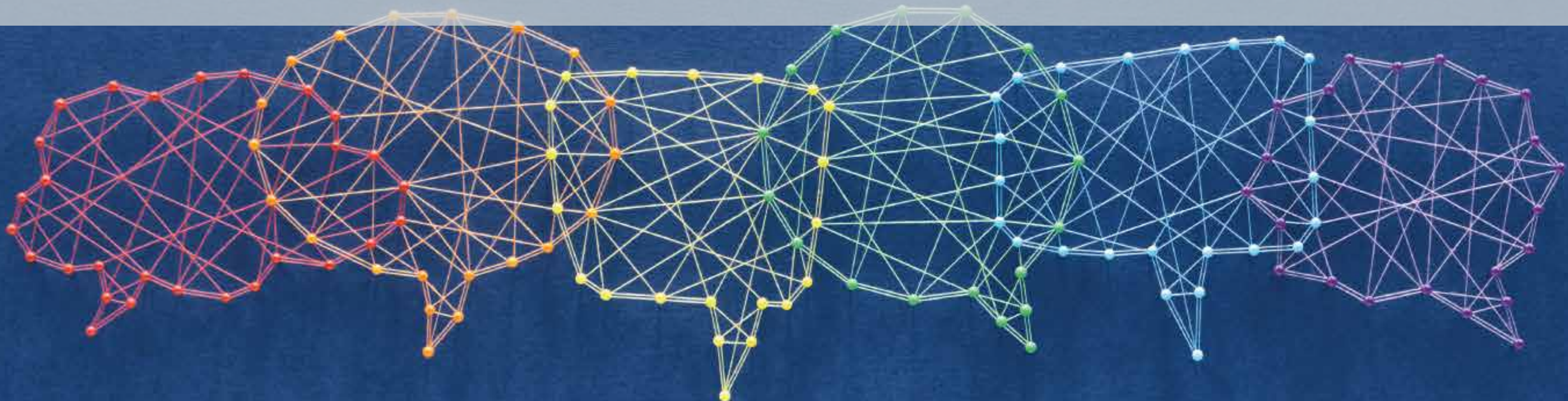
Ça ouvre des portes

- Collaboration étroite avec le ministère de la Langue Française dans le cadre de l'élaboration des référentiels de compétences langagières pour préparer la documentation et déterminer le processus. Coordination des travaux avec les directions des études concernées.
- Publication du rapport *Réflexion sur les pratiques en lien avec l'accueil, la persévérance et la réussite au cégep des personnes étudiantes des Premières Nations et Inuit – Analyse des propos recueillis auprès des personnes-ressources* en mars 2024.
- Sondage réalisé auprès des personnes qui ont terminé et réussi la certification collégiale « Premiers pas vers l'éducation à la petite enfance » afin d'évaluer l'impact et les retombées de la formation après la fin des premières cohortes.
- Second bilan mené auprès des neuf cégeps de la phase 1 du Projet de reconnaissance des compétences d'infirmières et infirmiers recrutés à l'international (PRCIIRI) pour évaluer les conditions de réussite de la formation pour les infirmières et infirmiers recrutés à l'international.
- Présentation de deux ateliers dans le cadre du colloque annuel de l'Association québécoise de pédagogie collégiale (AQPC):
 - Projet de reconnaissance des compétences des infirmières et infirmiers recrutés à l'international (PRCIIRI) et son impact sur les pratiques pédagogiques en santé.
 - Parcours travail-études en petite enfance pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre au Québec.
- En collaboration avec le ministère de la Famille et le ministère de l'Enseignement supérieur (MES), présentation auprès des personnes représentantes des associations des services de garde éducatif à l'enfance (SGÉE) sur les offres de la formation continue dans le domaine de l'éducation à l'enfance.
- Mise en place d'outils facilitant la recension des certifications collégiales développées et diffusées dans le réseau des services aux entreprises.
- Préparation et diffusion dans le réseau des services aux entreprises (SAE) d'un questionnaire afin d'obtenir plusieurs données en lien avec les services offerts par les SAE. Par exemple, le type de formations offertes, le nombre d'entreprises desservies, le type d'entreprises ayant recours aux services et les principaux secteurs d'activité couverts par les services offerts des SAE.

- En collaboration avec le MES, organisation de rencontres avec les gestionnaires et professionnels des Services aux entreprises du réseau pour démystifier les certifications collégiales du point de vue des règles budgétaires.
- Présence à des événements clés (Colloque Ressources humaines et formation en santé et services sociaux, Sommet de la formation, Salon de l'immigration et de l'intégration au Québec) pour faire connaître l'offre de formation continue et de formation aux entreprises des cégeps auprès des publics cibles.
- Ajout d'une section sur le site lecegep.ca pour mettre en lumière les initiatives sectorielles et régionales des cégeps. Par exemple, l'initiative sectorielle sur la [transition énergétique](#) met notamment de l'avant les AEC liées à la filière batterie (procédés industriels, génie mécanique, génie électrique et génie chimique). Par ailleurs, la page d'atterrissage sur l'initiative régionale de la Capitale-Nationale regroupe le Cégep Garneau, le Cégep Limoilou, Cégep Champlain – St. Lawrence ainsi que le Cégep de Sainte-Foy.
- Collaboration avec des comités sectoriels de la main-d'œuvre (CSMO) afin d'assurer le relais de matériels communicationnels auprès des personnes répondantes en communication en formation continue et services aux entreprises, et démarche de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) du réseau collégial public.
- Consultation auprès des directions de la formation continue et des services aux entreprises afin de répertorier les initiatives mises en œuvre au sein des cégeps pour promouvoir l'amélioration de la maîtrise du français chez les personnes étudiantes à la formation continue.
- Atelier mené entre les gestionnaires de la formation continue sur l'offre de formation des attestations d'études collégiales et sa reconnaissance afin de se doter d'une vision commune et évolutive de la formation continue collégiale, ainsi que d'un plan se déclinant en pistes d'action à court, moyen et long terme.



EN 2023-2024, LA FÉDÉRATION DES CÉGEPS A AUSSI RÉALISÉ :





ORIENTATION
STRATÉGIQUE

2

RENFORCER LA CAPACITÉ DE
COOPÉRATION DES CÉGEPS

RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DES DEC ET DES AEC

En 2023-2024, diverses actions de représentation politique ont été menées aux niveaux provincial, fédéral et international afin de mieux positionner les cégeps en enseignement supérieur. La Fédération a assuré un positionnement accru auprès de décideurs politiques et institutionnels en France, en Belgique, en Italie, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Tunisie, de même qu'augmenté le nombre d'événements internationaux où les cégeps étaient représentés.

- La Fédération des cégeps a procédé au renforcement de ses relations avec des partenaires stratégiques, notamment en Europe. En effet, la Fédération des cégeps a dirigé une mission stratégique organisée en Belgique, en collaboration avec l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES). Cette mission a débouché sur une entente de collaboration, renforçant ainsi les liens entre les cégeps et les institutions belges, et ouvrant de nouvelles perspectives pour la reconnaissance internationale des diplômes d'études collégiales (DEC) et des attestations d'études collégiales (AEC).
- L'analyse des enjeux de reconnaissance internationale des formations offertes s'est poursuivie en 2023-2024, notamment par l'identification des obstacles actuels et des occasions de positionnement international pour accroître la reconnaissance des formations.

SOUTIEN DU RÉSEAU COLLÉGIAL EN MATIÈRE DE GESTION DE L'ABSENTÉISME

Recensement et évaluation des besoins des membres en matière de soutien à la gestion de l'absentéisme (gestion des invalidités, lésions professionnelles, retraits préventifs).

- Suivi et analyse de l'utilisation et de l'appréciation par les cégeps des services offerts par la Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) relativement à l'entente 2023-2024.

SERVICES JURIDIQUES COLLECTIFS ET INDIVIDUELS, FORMATIONS ET CONFÉRENCE

Services juridiques collectifs

3 042,5 heures ont été allouées en services juridiques collectifs au réseau des cégeps en 2023-2024, ce qui a permis d'assurer, entre autres :

- Une veille juridique concernant les décisions d'intérêt rendues par les tribunaux, et sur les projets de lois et de règlements afin d'évaluer leur impact sur les activités des cégeps.
- Des avis juridiques et des notes concernant les enjeux juridiques ayant un effet sur les cégeps (application de la Charte de la langue française, protection des renseignements personnels, évaluations des facteurs relatifs à la vie privée, politiques de confidentialité, assurances collectives offertes aux membres d'associations étudiantes, incidents de confidentialité, etc.).
- Des présentations aux instances de la Fédération des cégeps ainsi qu'aux assemblées des commissions.
- Une participation aux travaux de rédaction de mémoires adressés aux commissions parlementaires de l'Assemblée nationale.
- Des notes pour accompagner les cégeps quant à différentes demandes d'accès à l'information formulées par les médias et par différentes associations et divers organismes.
- La présentation du cadre légal des cégeps aux nouveaux gestionnaires du réseau collégial.
- La gestion d'une plateforme de collaboration et d'échanges pour les secrétaires générales et les secrétaires généraux des cégeps.
- L'organisation et l'animation de deux activités d'information et d'échange à l'intention des secrétaires généraux des cégeps concernant la protection des renseignements personnels, la gouvernance des cégeps, la gestion contractuelle ainsi que la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles.
- La rédaction et la diffusion d'un guide concernant la protection des renseignements personnels et le partage d'informations au collégial.
- La présentation de conférences sur la protection des renseignements personnels.



- Une présentation au panel sur les violences à caractères sexuel en contexte de stage dans le cadre du Rendez-vous national sur les violences à caractère sexuel en enseignement supérieur.
- La mise en place d'une plateforme de partage d'information juridique (bulletins d'information juridique, stagiaires) à accès réservé aux gestionnaires des cégeps.
- Des suivis relatifs à la signature et à la ratification de l'entente avec la Société de gestion collective des droits de reproduction, Copibec.
- Une participation à la rédaction de différents outils de gestion.
- La représentation des cégeps à la confection du rôle d'arbitrage de griefs.
- La publication de quatre numéros de *La Note juridique*, bulletin d'information juridique des gestionnaires de cégep, présentant 10 articles sur une variété de sujets, dont une série de quatre concernant les droits et libertés de la personne.
- La publication de quatre numéros de *La Note SST*, bulletin d'information en santé et sécurité du travail, présentant 27 articles sur une variété de sujets concernant la prévention au travail, l'indemnisation des lésions professionnelles et le financement du régime de santé et de sécurité du travail.

Services juridiques individuels

Par la mise en place d'une direction des affaires juridiques au service des cégeps du Québec, la Fédération permet de mutualiser une expertise juridique spécialisée et adaptée au besoin des établissements d'enseignement collégial public, et ce, à meilleur coût. Ainsi, en 2023-2024, les services suivants ont été offerts aux différents cégeps membres :

Services-conseils

- 1 892 demandes de services-conseils ont été reçues et traitées.
- 292 dossiers généraux ont été traités (opinions juridiques, contrats, etc.).

Dossiers litigieux et décisions rendues

- 267 dossiers litigieux requérant une audience devant le tribunal ont été traités en 2023-2024.
- 301 journées d'audience ont été fixées devant divers tribunaux, dont 130 ont réellement eu lieu.
- 36 décisions impliquant les cégeps, représentés par les avocats de la Fédération, ont été rendues par les tribunaux.

Secrétaires généraux

- Organisation et animation de deux activités d'information et d'échanges, en présentiel :
 - 30 novembre 2023, à Montréal : 41 participants.
 - 4 avril 2024, à Québec : 51 participants.
- Gestion et alimentation d'une plateforme de collaboration Teams, favorisant les échanges de bonnes pratiques entre les secrétaires généraux.

Formations et conférences

69 formations et conférences ont été données par les avocats en 2023-2024 en formule collective ou sur mesure, sur une variété de sujets interpellant les cégeps :

- Personnes étudiantes en situation de handicap et obligation d'accommodement.
- Secrétariat corporatif.
- Fonction d'administrateur des cégeps.
- Gestion contractuelle.
- Protection des renseignements personnels et accès à l'information.
- Droit d'auteur.
- Réseaux sociaux.
- Violence à caractère sexuel (VACS) en contexte de stage.
- Harcèlement psychologique et droit de gestion.
- Mesures disciplinaires.
- Expertise médicale et gestion des invalidités.
- Encadrement et protection des stagiaires.



Accompagnement des collèges dans le cadre du Programme de consolidation des centres de traitements informatiques

- Accompagnement pour le rehaussement des compétences en infonuagique.
- Élaboration d'une architecture infonuagique cible.
- Proposition d'un modèle de gestion de projet en collaboration avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Soutien aux activités de la recherche

- Mise en place de deux groupes de discussions permettant un partage d'expertises et d'expériences.
- Révision d'un formulaire harmonisé de dépôt de demande de certification éthique.
- Webinaire portant sur la reconnaissance éthique des projets de recherche multiétablissements à risque minimal.
- Groupe de travail proposant des solutions pour accélérer le traitement des demandes de certifications éthiques.
- Présentation aux directions générales de modèles de structures de soutien à la recherche dans les collèges.
- Formation sur le dépôt des données de recherche et démarrage du projet, à la suite d'une entente de la Fédération avec Boréalys, gestionnaire de la plateforme Dataverse Canada.
- Développement d'une passerelle entre le progiciel de gestion intégré de la recherche et la plateforme financière Cobra.

AUTRES RÉALISATIONS

- Représentations auprès du ministère de la Cybersécurité et du Numérique en lien avec le programme de consolidations des centres de traitement informatique.
- En collaboration avec le Bureau de coopération interuniversitaire, présentation au ministère de la Cybersécurité et du Numérique portant sur les activités en cybersécurité et cyberdéfense déployées par les centres d'expertise du réseau.
- Sur le thème *Pour une internationalisation humaniste*, le Forum des responsables internationaux a rassemblé 130 participantes et participants en provenance de 46 cégeps. L'événement a permis aux cégeps de renforcer leurs pratiques en relations internationales, notamment dans le partage de modèles d'accueil d'étudiantes et d'étudiants internationaux, en communication internationale, en gestion interculturelle, en gestion de projet selon une approche respectueuse des diversités culturelles et dans le renforcement en immigration pour les clientèles visant la formation continue.
- Création d'un comité consultatif pour l'Initiative sur la santé mentale étudiante en enseignement supérieur (ISMÉES).
- Gestion du dossier de la grève (rédaction d'une lettre à la ministre, sondages auprès des cégeps, organisation de rencontres de discussions, etc.).
- Élaboration d'une formation pour les directions des études sur les programmes d'études. La première cohorte a commencé sa formation le 27 février 2024.
- Remise en place du Comité de liaison, enseignement supérieur-enseignement collégial (CLESEC) avec un sous-comité sur les transitions et un sous-comité sur la maîtrise de la langue.
- Organisation d'un colloque virtuel sur l'écologisation des cégeps du 18 au 22 mars 2024, avec l'appui financier du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs ainsi que de la Fondation Bourgie.



ORIENTATION
STRATÉGIQUE

3

AUGMENTER L'AGILITÉ DES
CÉGEPS ET CELLE DE LA
FÉDÉRATION

POSITIONNEMENT DES PRINCIPES FÉDÉRATIFS DANS LE CADRE DE LA GESTION DE L'OFFRE DE FORMATION COLLÉGIALE

En 2023-2024, par un comité fédératif, la Fédération des cégeps a contribué, notamment en matière d'analyse, aux travaux du ministère de l'Enseignement supérieur (MES) sur la révision du cadre de gestion de l'offre de formation collégiale. Elle a par la suite présenté aux instances concernées des propositions de modifications au cadre de gestion de l'offre. Le nouveau [Cadre de gestion de l'offre de formation collégiale](#) a été publié par le MES au printemps 2024.

MOBILISATION DES SERVICES AUX ENTREPRISES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES ENTREPRISES ET DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

La Fédération des cégeps a tenu, le 18 avril 2024, une journée des Services aux entreprises (SAE) sur le thème Le réseau des services aux entreprises : une force à déployer, à laquelle ont pris part quelque 150 personnes gestionnaires des SAE des cégeps et leurs ressources professionnelles. Des partenaires externes ont également participé à cette journée de réflexion et de réseautage, en particulier des représentantes et représentants de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréées, de la Fédération des chambres de commerce du Québec et du Conseil du patronat du Québec. Au cours de cette journée, les participantes et participants ont examiné les enjeux prioritaires auxquels sont confrontés les SAE, puis ont travaillé à les transformer en pistes d'action concrètes possibles pour le futur. Cette rencontre a marqué le début d'une démarche qui vise à renforcer la collaboration et le positionnement des SAE.

Les ateliers et les échanges tenus lors de l'événement ont permis de dégager des pistes d'action stratégiques pour le réseau des Services aux entreprises du réseau collégial afin de répondre aux besoins du marché du travail dans un contexte de pénurie et de transformation innovante.

Les membres de la Commission des affaires de la formation continue ont ensuite pu être saisis de ces grandes pistes d'action qui se résument en trois piliers :

- Le positionnement de la marque « cégep – formation aux entreprises ».
- Les leviers d'organisation et de fonctionnement des SAE.
- La collaboration et la synergie entre tous les SAE du réseau collégial.

SOUTIEN À LA PHASE DE PLANIFICATION DU DOSSIER D'AFFAIRES POUR LE PGI PÉDAGOGIQUE

En collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur, présentation du dossier d'opportunité pour le progiciel de gestion intégré (PGI) pédagogique au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Définition des modalités des phases de planification en vue de l'élaboration du dossier d'affaires du PGI pédagogique et représentations auprès des instances concernées.



Sondage auprès des jeunes de 15 à 24 ans pour connaître leur perception des cégeps

- Présentation des résultats du sondage *Perception des jeunes sur le cégep* réalisé auprès de plus de 5 000 jeunes de 15 à 24 ans, en collaboration avec les 48 cégeps et la firme de sondage Léger, dans le cadre du 14^e congrès de la Fédération des cégeps, le 2 novembre 2023.

Évaluation de la scolarité

- La Fédération offre aux cégeps un service d'accompagnement pour l'analyse des dossiers des membres du personnel enseignant devant obtenir une évaluation de leur scolarité conformément à leur convention collective.
- Le Centre de demandes de scolarité permet aux cégeps de déposer en ligne les demandes d'évaluation ou de révision de la scolarité du personnel enseignant et de recevoir les attestations émises par le Service d'évaluation de la scolarité au nom de leur collègue.
- En 2023-2024, le Service d'évaluation de la scolarité a traité plus de 3 095 dossiers, en plus de répondre à près de 600 demandes de services-conseils et de participer à 14 rencontres de comités conventionnés en scolarité.
- Afin de favoriser la compréhension et le traitement des dossiers de scolarité des personnes répondantes dans les collèges, deux sessions de formations virtuelles, à l'automne et au printemps, réparties sur neuf heures chacune, ont été offertes durant l'année.

AUTRES RÉALISATIONS

- Afin de soutenir et d'outiller les directions des ressources humaines des cégeps dans l'application du nouveau plan de classification du personnel, incluant l'ajout de quatre nouveaux corps d'emploi pour les postes de recherche, l'équipe de la Direction des ressources humaines et des relations du travail a animé deux séances d'information pour présenter les particularités, les modifications, les retraits et les ajouts à cette nouvelle édition. Plus de 100 cadres de ressources humaines ont pu assister à ces présentations virtuelles.

- Programme PHARE : Séance d'information virtuelle à l'intention des cadres de directions des ressources humaines du réseau collégial. Plus de 75 personnes étaient inscrites à cette séance d'information. Le programme PHARE découle d'un travail de collaboration entre la Fédération des cégeps, Collecto et différents experts-conseils. Il a été élaboré sur mesure pour les cégeps et vise à favoriser un climat de travail sain en offrant gratuitement, grâce au soutien financier de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), des outils pratiques pour développer les habiletés des employés et des gestionnaires à prévenir les situations relationnelles difficiles au travail et à y réagir efficacement. Au 30 juin 2024, près de 3 500 personnes du réseau collégial avaient complété le programme.
- Traitement de près de 2 000 demandes de services-conseils, correspondant à une hausse de 18 %, réalisé par l'équipe de conseillères en relations du travail, pour l'application des différentes conventions collectives du personnel syndiqué et pour l'application des conditions des cadres du réseau collégial.
- 15 outils de gestion ajustés ou créés et mis à la disposition des cadres des directions de ressources humaines des cégeps pour l'interprétation et l'application de différentes modalités prévues aux nouvelles conventions collectives du personnel syndiqué.
- Suivant les négociations, de janvier à décembre 2023, pour le renouvellement des conventions collectives du personnel syndiqué du réseau collégial, signature des ententes de principe avec l'ensemble des syndicats du réseau collégial et des neuf conventions collectives 2023-2028.
- Préparation et animation de neuf séances d'information à l'intention des cadres des directions des ressources humaines portant sur les nouvelles conventions collectives 2023-2028 du personnel syndiqué des collèges.
- Réalisation de projets-pilotes dans trois cégeps en vue d'un aménagement sécuritaire de leur campus en lien avec la mise en œuvre de leurs politiques pour prévenir et combattre les violences à caractère sexuel.



COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE

Par le biais du Carrefour de la réussite, du Réseau des répondants et répondantes des données de la réussite (Repstats), du Réseau des répondantes et des répondants TIC (Réseau REPTIC), du Regroupement des bibliothèques collégiales (REBICQ) et du Réseau intercollégial de l'intervention psychosociale (RIIPSO), la Fédération des cégeps offre des services à des gestionnaires, à des professionnels et à des employés de soutien du réseau des cégeps et de collèges privés subventionnés, et ce, notamment, par l'animation des six communautés de pratique et du regroupement des directions adjointes qu'ils chapeautent.

CARREFOUR DE LA RÉUSSITE
AU COLLÉGIAL

En vertu d'une entente avec le ministère de l'Enseignement supérieur, la Fédération des cégeps accueille en son sein, depuis 1999, le Carrefour de la réussite au collégial. Le Carrefour anime deux communautés de pratique et un regroupement :

- Le Réseau Repcar, qui rassemble les répondantes et répondants de la réussite.
- Le Réseau Repfran, qui réunit les répondantes et répondants du dossier du français.
- Le Regroupement des directions adjointes à la réussite (DAR).

En 2023-2024, à la suite de la révision de la [mission du Carrefour](#), les rôles et les responsabilités des répondantes et des répondants des réseaux Repcar et Repfran ont été définis en collaboration avec les personnes impliquées dans le groupe consultatif formé à cet effet.

342
membres

4

rencontres du bureau de direction

2

groupes consultatifs

3

webinaires réseau

3

ateliers collaboratifs

Quelques réalisations

- Lancement d'un guide pour les membres du Carrefour (validé par un groupe consultatif composé de membres).
- Ateliers collaboratifs sur l'évaluation des mesures d'aide (Carrefour-Repstats), sur l'animation de communauté de pratiques locales, et sur les liens entre la santé mentale et la réussite (Carrefour-RIIPSO).
- Webinaires sur le rapport *La maîtrise de la langue au collégial : le temps d'agir*, sur l'accompagnement des étudiantes et étudiants sous contrat de réussite, et sur l'évaluation inclusive des apprentissages.
- Élaboration d'outils (plateforme, fiches, guide) pour la création d'un répertoire des pratiques à impact élevé (avec le soutien d'un groupe consultatif composé de membres), qui sera lancé à l'automne 2024.
- Offre d'une formation sur l'animation de petits groupes.
- Contribution à la rédaction d'un guide pour soutenir les collèges dans la mise en place de communautés de pratique et d'apprentissage, qui sera lancé à l'automne 2024.

RÉSEAU DES RÉPONDANTS ET RÉPONDANTES DE LA
RÉUSSITE (REPCAR)

Le Réseau des répondantes et des répondants de la réussite est une communauté de pratique créée en août 2007 par le Carrefour de la réussite au collégial. Il regroupe des intervenantes et des intervenants des cégeps et des collèges privés du Québec responsables du dossier de la réussite dans leur établissement.

137
membres

2

rencontres semestrielles

8

cafés virtuels thématiques

1

groupe d'apprentissage

1

groupe de projet

Quelques réalisations

- Thèmes entre autres traités lors des Cafés Repcar : les transitions interordres, les activités favorisant la réussite (AFR), la conception de programmes d'études favorisant la réussite, l'évaluation inclusive, l'accompagnement des étudiantes et étudiants internationaux, le report de la date limite d'abandon, les cheminements prolongés.
- Thèmes entre autres traités lors des Journées Repcar : les pratiques à impact élevé, les stratégies pour favoriser le transfert des connaissances, le soutien de la réussite des étudiantes et étudiants de 1^{re} session, le sentiment d'efficacité personnelle, l'entretien motivationnel, l'accompagnement du changement.
- Réflexion et élaboration de ressources pour soutenir les étudiantes et étudiants sous contrat de réussite en collaboration avec une équipe de recherche du Programme d'aide à la recherche sur l'enseignement et l'apprentissage ([PAREA](#)) : mise en commun des mesures d'aide offertes dans le réseau et des stratégies pour favoriser la concertation.
- Réflexion sur les transitions interordres dans le cadre d'un groupe d'apprentissage : synthèse des enjeux et élaboration d'une vision systémique.
- En collaboration avec l'Observatoire sur la réussite en enseignement supérieur (ORES), organisation du Rendez-vous de la réussite 2024, notamment la table ronde « Évaluer de manière inclusive : principes et pratiques prometteuses » et l'atelier actif sous forme d'étude de cas « Évaluer de manière inclusive : étude de cas et partage de pratiques ».

RÉSEAU DES RÉPONDANTS ET RÉPONDANTES DU DOSSIER DU FRANÇAIS (REPFRAN)

Le Réseau des répondantes et répondants du dossier du français est une communauté de pratique créée en 2012 par le Carrefour de la réussite au collégial. Il regroupe des intervenantes et des intervenants des cégeps et collèges privés du Québec responsables du dossier de la valorisation et de l'amélioration des compétences langagières en français dans leur établissement.

123
membres

2

rencontres semestrielles

8

cafés virtuels thématiques

2

groupes de projet

1

groupe consultatif

Quelques réalisations

- Publication de deux articles sur l'évaluation positive des compétences langagières dans toutes les disciplines; présentation au colloque de l'Association québécoise de pédagogie collégiale (AQPC).
- Thèmes traités lors des Cafés Repfran : les centres d'aide en français; les mesures de soutien en français offertes aux allophones ou aux étudiantes et étudiants internationaux, et les processus qui y sont associés; l'impact de l'IA sur l'enseignement et l'évaluation des habiletés en compréhension et en production écrite.
- Thèmes traités lors des Journées Repfran : l'approche institutionnelle pour valoriser et améliorer la maîtrise de la langue française dans toutes ses dimensions; les stratégies de révision-correction dans toutes les disciplines, dont les cours de français.
- Élaboration de ressources pour soutenir l'exploitation d'un logiciel d'aide à la rédaction comme Antidote (avec le soutien d'un groupe consultatif); lancement à l'automne 2024.
- Projet *Allo! Banque de ressources en français pour les allophones et les anglophones du réseau collégial*, en collaboration avec le Centre collégial de développement de matériel didactique (CCDMD), dont le lancement est prévu à l'automne 2024.
- Projet *Mammoth – Ressources pour la transition secondaire-collégial et le développement des compétences en lecture et en écriture* : nouvelle collaboration avec le CCDMD.
- Participation au comité d'action du Comité de liaison de l'enseignement secondaire et de l'enseignement collégial qui porte sur la maîtrise du français.

REGROUPEMENT DES DIRECTIONS ADJOINTES RESPONSABLES DE LA RÉUSSITE (DAR)

Le Regroupement des directions adjointes à la réussite a été créé en 2019 par le Carrefour de la réussite au collégial. Il regroupe des cadres responsables du dossier de la réussite dans leur établissement. Elles et ils interviennent auprès du personnel de leur collège pour soutenir la réussite et la persévérance et améliorer la diplomation des étudiantes et des étudiants.

82
membres

2

rencontres semestrielles

5

cafés virtuels thématiques

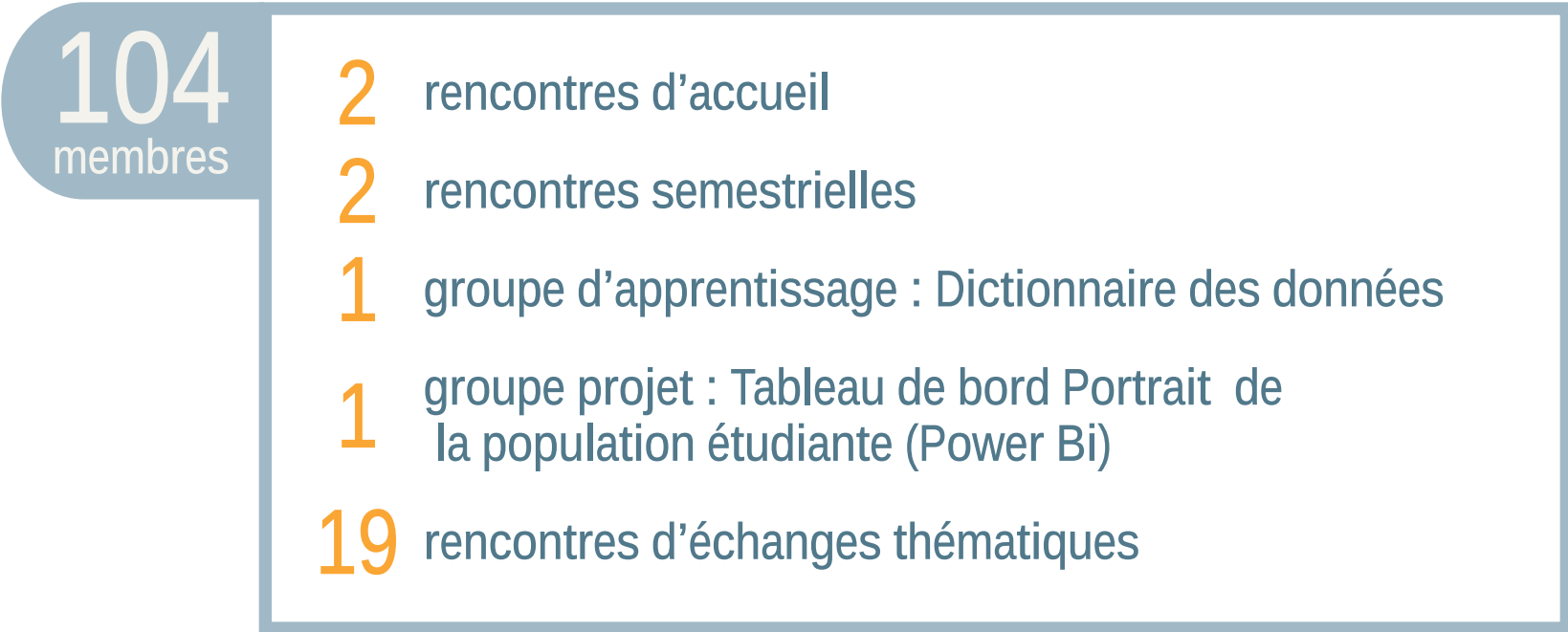
Quelques réalisations

- Thèmes traités lors des Cafés DAR : la réussite en 1^{re} session, le soutien des personnes étudiantes sous contrat de réussite, le sentiment d'efficacité personnelle, l'accompagnement des étudiantes et étudiants internationaux, le report de la date limite d'abandon, l'accompagnement du changement, etc.
- Thèmes traités lors de l'atelier pour les DAR offert en mars 2024 : les caractéristiques des étudiantes et étudiants de 1^{re} session, l'entretien motivationnel, etc.
- Avec le Réseau Repcar, réflexion et élaboration de ressources pour soutenir les personnes étudiantes sous contrat de réussite (ESC), en collaboration avec une équipe de recherche [PAREA](#) pour favoriser la concertation.
- Participation à un groupe de codéveloppement réservé aux directions adjointes à la réussite, offert conjointement par l'Association des cadres des collèges du Québec et le Carrefour de la réussite au collégial.



RÉSEAU DES RÉPONDANTS ET RÉPONDANTES DES DONNÉES DE LA RÉUSSITE (REPSTATS)

Le Réseau des répondants et répondantes des données de la réussite est une communauté de pratique de la Fédération des cégeps créée en 2020. Il regroupe des personnes qui œuvrent dans le réseau collégial et qui sont responsables des données de la réussite dans leur établissement. Ces données permettent l'aide à la décision du personnel enseignant, professionnel ou de la direction, qui intervient directement auprès de la population étudiante ou sur la qualité des programmes d'études. Le Réseau Repstats propose à ses membres diverses activités qui misent sur l'intelligence collective et qui leur permettent d'échanger des réflexions, de partager des outils ainsi que de développer des compétences et des ressources.



Quelques réalisations

■

Appropriation d'un gabarit de tableau de bord réalisé avec Excel pour visualiser des données Psep (Profil scolaire des étudiants par programme, système du Service de la recherche du SRAM).

■

Création d'un gabarit de tableau de bord réalisé avec le logiciel Power Bi pour visualiser des données du sondage SPEC 1 (Sondage sur la population étudiante des cégeps s'adressant aux élèves entrant dans un programme d'études au collégial, qu'ils aient du vécu collégial ou non).

■

Expérimentation d'une démarche de création de tableau de bord pour des données d'admission avec deux logiciels différents (Excel et Power Bi).

■

Appropriation d'une trousse d'outils pour l'évaluation des mesures d'aide à la réussite.

■

Partages de réflexions et de pratiques en lien avec certains dossiers tels que les développements des questionnaires SPEC, l'évaluation de la formation générale, les systèmes d'informations pédagogiques, l'évaluation continue des programmes d'études, les mécanismes de suivi des plans de réussite éducative, la gestion des demandes de données et les impacts du report de la date limite d'abandon sur les indicateurs.

RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS TIC (REPTIC)

Le Réseau des répondantes et répondants TIC regroupe, anime et outille les conseillères et les conseillers pédagogiques responsables de l'intégration pédagogique du numérique. Ces conseillères et conseillers interviennent à leur tour auprès du personnel enseignant de leur établissement. Le Réseau REPTIC fonctionne dans un esprit de travail collaboratif pour concevoir des ressources mises à la disposition de l'ensemble du réseau collégial.



Quelques réalisations

■

Scénarisation et production de formations en collaboration avec Collecto : *Facilitation de rencontres collaboratives dans le réseau collégial* et *Planifier, exécuter et réussir : Un guide pratique de la gestion de projet*.

■

Programme de mentorat entre anciens et nouveaux REPTIC.

■

Thèmes traités lors des rencontres Réseaux d'échanges REPTIC : les tuteurs propulsés par l'IA générative, questions fréquentes dans l'administration de Moodle, utilisation d'Antidote pour développer les compétences langagières (en collaboration avec l'animatrice du Réseau Repfran).

■

Thèmes traités lors des rencontre REPTIC semestrielles : le stress, l'anxiété et l'utilisation du numérique en classe, le soutien du personnel enseignant en technologies immersives, les espaces de création numérique (Fab Lab, espaces maker, medialab), etc.

■

Partage de pratiques sur l'intégration des compétences numériques dans les programmes d'études et sur l'utilisation de l'IA générative pour créer des questionnaires d'évaluation formative dans Moodle.

■

Table ronde avec le président-directeur général de la Fédération dans le contexte du Congrès de la Fédération : Comment le numérique peut-il nourrir l'envie des études supérieures?

■

Mise à jour de ressources produites par la communauté de pratique en vue de son 20^e anniversaire : [Petit guide de la candidature idéale](#), [Guide sur le plagiat et l'intégrité intellectuelle](#) (en collaboration avec le REBICQ), Guide CAAP (accompagnement pédagogique), [Guide pour évaluer les apprentissages avec le numérique](#).

■

Tenue d'un nouveau groupe d'apprentissage en IA générative.

■

Partage de matériel de formation du personnel enseignant en IA.

REGROUPEMENT DES BIBLIOTHÈQUES
COLLÉGIALES DU QUÉBEC (REBICQ)

Le Regroupement des bibliothèques collégiales du Québec compte 55 établissements membres, collèges publics et collèges privés subventionnés. Sa mission : soutenir la mise en commun et le développement des expertises, des outils et des pratiques documentaires des bibliothèques collégiales. Sa communauté de pratique regroupe des membres du personnel des bibliothèques collégiales de toutes les catégories d'emplois (cadres, professionnelles et professionnels, techniciennes et techniciens, agentes et agents de soutien).

195
membres

1

rencontre d'accueil

1

rendez-vous annuel en présence

1

rencontre thématique en ligne

1

forum ouvert en ligne

3

comités de travail : comité d'évaluation des bases de données (CEBAD), comité statistiques et comité veille

4

réunions du comité d'orientation

Quelques réalisations

- Mise à jour du [Guide sur le plagiat et l'intégrité intellectuelle](#), en collaboration avec le Réseau REPTIC.
- Mise en place de la diffusion de la [Veille du REBICQ](#) sur son site Web.
- Sondage sur les rôles et responsabilités du personnel de la bibliothèque en lien avec le droit d'auteur.
- Travaux de révision de la gouvernance du REBICQ.
- Travaux de rédaction d'un rapport sur l'accès aux ressources numériques en bibliothèques collégiales.

RÉSEAU INTERCOLLÉGIAL DE
L'INTERVENTION PSYCHOSOCIALE (RIIPSO)

Le Réseau intercollégial de l'intervention psychosociale regroupe plus de 375 membres – psychologues, travailleuses sociales et travailleurs sociaux, conseillères et conseillers en orientation, orthopédagogues, psychoéducatrices et psychoéducateurs, sexologues, éducatrices et éducateurs spécialisés, techniciennes et techniciens en travail social, intervenantes et intervenants de milieu et autres – qui interviennent directement auprès des étudiantes et étudiants vivant une détresse psychologique ou étant aux prises avec une problématique de santé mentale ou d'ordre psychosocial.

388
membres

1

colloque annuel

2

rencontres thématiques

5

rencontres du comité-conseil

4

rencontres de la Table régionale de l'Est

4

rencontres de la Table régionale de l'Ouest

Formations en prévention du suicide offertes à 118 personnes

Quelques réalisations

- Sondage réseau sur l'arrimage des services psychosociaux et adaptés et événement de présentation des résultats.
- À l'occasion de la Journée de la santé mentale au collégial, partenariat avec le Mouvement santé mentale Québec et création de deux fiches informatives, une [pour la population étudiante](#), l'autre [pour les membres du RIIPSO](#).
- Deux rencontres d'appui pour le soutien à la mise en œuvre du [Plan d'action en santé mentale étudiante](#).
- Partage d'outils sur la [Station SME](#).
- Durant le colloque annuel, activité *World Café* ayant pour objectif d'identifier les dossiers qui nécessitent une réponse réseau à court et moyen terme.



LA FÉDÉRATION DES CÉGEPS
2023-2024

PERSONNEL DE LA FÉDÉRATION
DES CÉGEPS AU 30 JUIN 2024

Présidence-direction générale

Bernard Tremblay
Président-directeur général

Martin Brazeau
Directeur général adjoint

Dina Babouder
Conseillère en gestion de l'information

Sylvain Poirier
Directeur adjoint de la recherche

Sandrine Jean
Conseillère en développement de la recherche

Elizera Joao
Technicienne en administration

Maude Payet
*Chargée de projet –
implantation du progiciel de recherche*

Laurence Poirier-Bourdon
*Coordonnatrice réseau –
instances et projets stratégiques*

Lyne St-Hilaire
Adjointe du président-directeur général

Direction des affaires éducatives

Josée Mercier
Directrice

Maïté Roy
Directrice adjointe

Evelyne Abran
*Chargée de projet –
Équipe Données et intelligence numérique*

Nathalie Bastien
*Conseillère aux affaires éducatives –
responsable du Réseau REPTIC*

Jessica Bouchet
Adjointe

Nicolas Cardinal
*Chargé de projet –
affaires autochtones*

Marie-Édith D. Vigneau
*Conseillère aux affaires éducatives –
responsable du RIIPSO*

Lucie Delhomme
*Conseillère aux affaires éducatives –
responsable du REBICQ*

Audrey-Anne Dupré
*Chargée de projet –
prévention des violences à caractère sexuel*

Dominique Girard
Technicienne en administration

Marco Guilbault
*Chargé de projet –
Réseau des répondantes et des répondants TIC
(Réseau REPTIC)*

Daniel Lavoie
*Conseiller stratégique –
Équipe Données et intelligence numérique*

Myriam Lefebvre
*Conseillère aux affaires éducatives –
chargée de projet en écologisation*

Mathieu Lépine
Coordonnateur réseau aux affaires pédagogiques

Sylvie McKay
Technicienne en administration

Catherine Paquin-Boivin
*Analyste et Animatrice Repstats –
Équipe Données et intelligence numérique*

Catherine Paradis
*Conseillère aux affaires éducatives –
responsable du Réseau Repfran*

Annie-Claude Prud'homme
*Conseillère aux affaires éducatives –
Carrefour de la réussite*

Geneviève Reed
Coordonnatrice réseau aux affaires étudiantes

Julien Rondeau
Technicien en administration et en gestion de données

Angèle Ross
Technicienne en administration

Julie Anne Roy
Conseillère aux affaires éducatives

Direction des affaires internationales

Francis Brown Mastropaolo
Directeur

Kafui Amesefe
Conseillère en communication/marketing

Sonia Beauregard
Technicienne en communication

Mélissa Dupa
Technicienne en communication

Amélie Binette
*Chargée de projets internationaux –
Programme Québec-Francophonie*

Élodie Masbernard
Agente administrative

Vanesa Casanovas Michel
Conseillère en recrutement international et immigration

Élaine Champagne
Chargée de projets internationaux

Cloé De Garie Fortin
Conseillère en affaires internationales

Nathalie Dubois
*Coordonnatrice réseau –
attraction et accueil d'étudiants internationaux*

Marjorie Ekra
Adjointe administrative

Jean-Dominique Graniero
Technicien en administration

Frédéric Hareau
Chargé de projets internationaux

Linh-Chi Hernandez
*Technicienne de projets internationaux –
mobilisation des experts*

Rebeca Caputto
*Technicienne de projets internationaux –
mobilisation des experts*

Laetitia Le Fournis
Conseillère en affaires internationales

Julie Marinier
Technicienne en administration

Pamela Pashaei
Chargée de programmes de mobilité internationale

Nadjet Ramdani
Agente principale aux programmes de mobilité internationale

Mireille Poulin
Coordonnatrice réseau – mobilité internationale

Joseph Seo
*Stagiaire en affaires internationales – volet expertise et
missions internationales*

Marie-Laure Talbot
Chargée de projet en affaires internationales

Liliane Vanier
Attachée d'administration

Direction des affaires juridiques

Alexandre Lambert, LL.B.
Directeur

Stéphanie Lefrançois, LL.B.
Directrice adjointe

Nathalie Aubé
Technicienne juridique

Cynthia Beaumier, LL.B.
Avocate

Valérie Lebel
Technicienne juridique

Gabriel Lemay, LL.B.
Avocat

Jacynthe L'Hostie
Technicienne juridique

Laurence Maheu Chartrand
Adjointe juridique

Laura Maire
Adjointe juridique

Laurence Mathurin, LL.B., J.D.
Avocate

Raphaël Hugo Ouellet, LL.B.
Avocat

Rachel Pilotte
Adjointe juridique

Jonathan-Frédéric Poitras, B.A., LL.B.
Avocat

Arad G. Tchouldjian
Juriste

Nathalie Trudel
Attachée d'administration

Margaux Verger, LL.B., J.D.
Avocate

Direction des communications

- Judith Laurier
Directrice
- Justine Boudreau
Technicienne en communication
- Tristan Dagorn
Étudiant – marketing de contenu
- Isabelle Drapeau
Conseillère en communication
- Julie-Claude Gauthier
Chargée de projet –
Campagne de positionnement des cégeps
- Lourdes Guillen
Agente administrative
- Alexandre Silveira
Technicien en arts graphiques
- Louis St-Jean
Conseiller en communication – relations de presse
- Mathieu St-Onge
Conseiller en communication

Direction des ressources humaines
et des relations du travail

- Alexandre Havard
Directeur
- Diane Brien
Conseillère en relations du travail
- Florian Delavault
Technicien en administration
- Marie-Noël Desharnais
Coordonnatrice des ressources humaines
- Suzie Fortin
Conseillère en relations du travail
- Élise Gagnon
Conseillère en relations du travail
- Christine G. Houle
Conseillère en relations du travail
- Chantale Lafrance
Technicienne en administration –
évaluation de la scolarité
- Eloïse Lemieux, LL. B.
Conseillère en relations du travail
- Claudia Martel
Coordonnatrice réseau aux affaires de relations
du travail et de ressources humaines
- Marie Anna Lisa Nicolas
Technicienne en administration –
évaluation de la scolarité

- Mohammed Aymane Oublal
Emploi étudiant – soutien administratif
- Karine Ouellet
Conseillère en relations du travail –
représentante fédérative à la table enseignante
- Emily Phaneuf
Conseillère en acquisition de talents
- Séverine Pugens
Coordonnatrice réseau à l'évaluation de la scolarité
- Marie-Ève Rouleau
Technicienne en administration – évaluation de la scolarité
- Nathalie Routier
Conseillère en relations du travail
- Chantal Séguin
Technicienne en administration – évaluation de la scolarité
- Linda Serret
Technicienne en administration

Direction de la formation continue

- Marie-Hélène Le Rossignol
Directrice
- David Bureau
Chargé de projet à la formation continue
- Sabine Jean-Baptiste
Chargée de projet à la formation continue –
mesures formation de la main-d'œuvre
- Valéry Gagnon
Coordonnatrice réseau aux affaires de la formation
continue et des services aux entreprises
- Souleymane Koné
Technicien en administration
- Louis Savoie
Conseiller en développement et promotion
de la formation continue

Direction des services administratifs

- Kevin Chaput
Directeur
- Michèle Aballo
Technicienne en administration et gestion de données
- Ahmed Abou Mahmoud
Technicien en administration
- Éric Chavez
Analyste économique
- Renée Comtois
Technicienne en administration
- Valérie Gobeil
Analyste économique

- Sylvie Lanteigne
Agente administrative
- Johanne Lord
Conseillère en gestion financière
- Geneviève Pelletier
Coordonnatrice aux affaires financières et matérielles
- Monique Robidoux
Agente administrative

Direction des technologies de l'information

- Jean Bénard
Directeur
- Benoit Desautels
Directeur adjoint en sécurité de l'information et à la
cyberdéfense
- Jérôme Béland
Chargé de projet –
sécurité de l'information et cybersécurité
- Juan Becerra
Analyste aux infrastructures numériques
- Alexandre Bufferne
Coordonnateur des services numériques
- Karine Chouinard
Technicienne en administration
- Catalin Evoescu
Conseiller en sécurité informationnelle et cyberdéfense
- Daniel Fall
Chargé de projet en sécurité de l'information
et cybersécurité
- Steeve Gaudreault-Lambert
Architecte de solutions TI
- Marina Jean
Agente administrative
- Simon Leclerc Éthier
Technicien en informatique
- Sylvie Ledoux
Chargée de projet –
cybersécurité et transformation numérique
- Jean-François Meilleur
Analyste aux technologies de l'information
- Rania Oublal
Gestionnaire de projet en ressources informationnelles
- Étienne Therrien
Technicien en informatique



CONSEIL DES DIRECTIONS GÉNÉRALES

PRÉSIDENTE
Nadine Le Gal

Directrice générale, Cégep de Saint-Jérôme

VICE-PRÉSIDENT
Sylvain Blais

Directeur général, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

LES 46 AUTRES DIRECTIONS GÉNÉRALES DES CÉGEPS

Bernard Tremblay

Président-directeur général de la Fédération des cégeps (à titre de participant sans droit de vote)

COMITÉ DIRECTEUR

Nadine Le Gal

*directrice générale du Cégep de Saint-Jérôme,
présidente du Conseil des directions générales*

Sylvain Blais

*directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue,
vice-président du Conseil des directions générales*

Chantal Arbour

directrice générale du Cégep Limoilou

Mylène Boisclair

directrice générale du Cégep du Vieux Montréal

Caroline Bouchard

directrice générale du Cégep Beauce-Appalaches

Manon Couturier

directrice générale du Cégep de Baie-Comeau

Diane Gauvin

directrice générale du Collège Dawson

André Gobeil

directeur général du Cégep de Chicoutimi

Louis Gendron

directeur général du Cégep Marie-Victorin

Participants sans droit de vote

Jean-Paul Gagné

*président du conseil d'administration
du Cégep Édouard-Montpetit*

Bernard Tremblay

président-directeur général de la Fédération des cégeps

Au cours de l'année 2023-2024, Sylvain Mandeville, directeur général du Cégep Marie-Victorin, et M. John Halpin, directeur général du Cégep John Abbott, ont également été membres du Comité directeur.





ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 30 juin 2024



	2024	2023
	\$	\$
PRODUITS		
Cotisations annuelles	5 531 177	5 399 323
Intérêts	1 697 845	900 405
Honoraires, publicité et ventes	840 747	531 658
Subventions	0	26 315
Services fournis à un organisme partenaire	327 908	220 323
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	48 476	0
Total des produits avant produits générés par les projets spéciaux en cours	8 446 153	7 078 024
Produits générés par les projets spéciaux en cours et le fonds de franchises	21 742 637	15 656 211
	30 188 790	22 734 235
CHARGES	\$	\$
Salaires et charges sociales	6 672 127	5 548 212
Instances et comités	178 135	156 463
Représentation, publication et information	369 212	424 678
Fournitures et frais de bureau	72 174	54 240
Services, honoraires et contrats	848 063	660 140
Charges locatives	418 353	362 555
Informatique	213 423	215 814
Répartition des frais d'administration	-560 949	-484 731
Amortissement des immobilisations	139 093	105 670
Total des charges avant charges encourues pour les projets spéciaux en cours	8 349 631	7 043 041
Charges encourues pour les projets spéciaux en cours et le fonds de franchises	21 742 637	15 656 211
	30 092 268	22 699 252
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	96 522	34 983

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 30 juin 2024



	2024	2023
	\$	\$
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	28 069 532	30 306 907
Débiteurs	1 784 302	1 424 669
Frais payés d'avance	72 050	145 531
	29 925 884	31 877 107
Immobilisations	382 385	269 735
	30 308 269	32 146 842
PASSIF	\$	\$
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	5 485 141	2 890 540
Produits reportés des projets spéciaux en cours et du fonds de franchises	21 036 705	25 632 695
Subventions reportées	16 770	16 770
Produits perçus par anticipation	2 960 529	2 887 814
	29 499 145	31 427 819
Apports reportés afférents aux immobilisations	193 905	200 326
	29 693 050	31 628 145
SOLDES DE FONDS	\$	\$
Fonds d'administration	147 885	366 885
Fonds d'immobilisations	188 480	69 409
Fonds de stabilité	200 000	0
Fonds de négociation	78 854	82 403
	615 219	518 697
	30 308 269	32 146 842



800, boul. de Maisonneuve Est, 15^e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél. : 514 381-8631

fedecegeps.ca